

Entretien avec Mohamed Moussa Juillet 2017

Lors de ma conversation avec le directeur et fondateur de *l'Ethio-Swiss Association for Development (ESAD)*, Mohammed Moussa, j'ai pu en apprendre plus sur les origines du projet de parrainage à Dessie et sur le contexte socio-économique dans lequel il s'inscrit. Depuis sa fondation en 2015, ESAD a considérablement agrandi son réseau de soutien et compte aujourd'hui sur la reconnaissance des autorités éthiopiennes et suisses. Ayant démarré comme initiative privée, le projet est intrinsèquement lié au parcours migratoire de son directeur opérationnel. Témoignage d'un engagement pour plus de solidarité.

D'une initiative privée à une ONG officiellement reconnue

Monika: Comment le projet a-t-il démarré?

Mohamed : Le projet a commencé par une discussion entre moi et un ami d'enfance, Aberra Amime, qui était membre du comité d'une école publique de Dessie. Ce comité s'appelle aujourd'hui « Charity Club ». C'est une institution que les enseignants de l'école ont mis en place parce qu'ils sont confrontés, dans leur quotidien, avec la misère dans laquelle vivent certains de leurs élèves. Beaucoup d'enfants viennent à l'école sans avoir pris le petit déjeuner. Certains vivent avec la famille proche car ils ont perdu leurs parents à cause du HIV. D'autres sont eux-mêmes porteurs et suivent des thérapies lourdes. Il y a une année, nous avons perdu un élève qui était malade.

Aberra m'a présenté aux 5 membres du « Charity Club ». Ils m'ont dit qu'avec 20 CHF, on pouvait garantir un repas tous les jours pour un enfant pendant un mois. J'ai dit que je pouvais payer

pour quelques enfants. Ensuite, j'ai mobilisé un cercle d'amis Ethiopiens de Suisse comme bailleurs de fonds et actuellement le projet compte sur une centaine de personnes qui font des dons réguliers.

Aberra est devenu le coordinateur du projet sur place. Il gère l'argent et s'assure, avec les membres du comité, que les parents des enfants le reçoivent pour s'acheter à manger chaque mois. De leur côté, les membres du Charity Club font aussi des économies pour les enfants. Ils mettent 2.50 CHF par mois sur un compte qui reste bloqué jusqu'à l'âge adulte des enfants.

Un système éducatif mixte et intégratif

Monika : Quelles sont les perspectives pour un(e) adolescent(e) sortant d'une école publique ? Peut-il accéder à une formation universitaire ? Et, dans quelle mesure le système éducatif est-il perméable ?

Mohamed : C'est difficile de répondre. Mais la chance qu'ils puissent aller plus loin est là.

Premièrement, parce que la formation est presque gratuite en Ethiopie. Les écoles publiques sont mixtes et intégratives. Filles et garçons, ainsi que musulmans et chrétiens apprennent côte à côte.

La raison pour beaucoup d'échecs scolaires est que la satisfaction des besoins de base n'est pas assurée. Beaucoup d'élèves interrompent leur formation, quittent l'école pour travailler ou pour s'acheter de la nourriture. S'il y a un cadre stable, la probabilité que l'enfant continue sa formation est nettement plus grande.

Deuxièmement, le système est perméable mais en même temps très compétitif. Si tu n'es pas de parents riches, l'école c'est tout ce que tu as. Donc tu te donnes les moyens.

Ce n'est pas ton envie d'étudier la médecine qui te mène vers la médecine, ce sont tes notes.

Par exemple, moi j'ai fait l'école publique. Il y avait très peu d'écoles privées à cette époque. Chaque élève se fixait ses objectifs. Ma mère était analphabète, ne savait même pas ce que je faisais à l'école. Mon père était formé mais je me débrouillais, ce n'est pas lui qui a pu me soutenir, qui a corrigé mes devoirs. J'ai profité de ma grande sœur qui m'aidait un peu avec les devoirs. Mais je devais travailler. Je ne comptais que sur moi-même et mes copains. Quand j'avais 15 ans, j'ai eu un déclic. Je me suis rendu compte de l'importance de ma formation. Dans notre génération, on savait que la réussite sociale passe par une formation, donc on donnait tout et on était beaucoup plus studieux. On savait qu'à la fin, on allait être récompensés.

Nous espérons que les enfants du projet aient cette même vision, car ils ne peuvent compter que sur la solidarité de leur formation.

Le projet de parrainage d'ESAD

Monika : Comment avez-vous choisi les enfants bénéficiant actuellement du soutien d'ESAD ?

Dans la première phase, quand c'était une initiative privée, j'ai posé mes critères. Mon premier critère, c'était de soutenir ceux qui n'ont rien. Cela peut sonner très dur, mais je cherchais à aider ceux qui, financièrement en avaient le plus besoin. Ensuite, je ne voulais pas, dans la famille, une personne dépendante d'alcool ou du *Khat*.

Nous avons donné 6 critères au comité et ils ont sélectionné vingt-deux enfants. A ce moment-là, je pouvais garantir un soutien durant une année.

À partir du moment où notre ONG était reconnu par l'Etat éthiopien, nous avons pu augmenter le nombre d'enfants soutenus à 30. Plusieurs

institutions étaient impliquées dans la deuxième sélection: le ministère de l'éducation, le responsable du quartier, la police et même la justice. Avec la participation de ces institutions publiques, les critères n'ont pas changé tant que ça. Comme l'Etat contrôle le soutien qui vient de l'extérieur, ils ont postulé que l'argent devait bénéficier aux enfants qui ne bénéficient pas d'autres soutiens. Grâce à ce soutien, nous avons pu rajouter huit enfants aux vingt-deux initialement choisis.

Le *Khat*, une drogue du quotidien

Regula : La condition de la dépendance à la drogue, était-elle aussi un critère de l'Etat ?

Mohamed : Non, ce n'est pas problématisé. Il faut comprendre qu'il s'agit d'un phénomène social très répandu et qui touche toutes les couches sociales. Le *Khat*, c'est un peu comme la bouteille de vin partagée autour d'un repas en Suisse.

La consommation est rattachée à des moments précis. Pour certains, elle a une connotation spirituelle. Par exemple, lorsqu'on cherche à guérir des personnes malades, le *Khat* permet de rester réveillé pour pouvoir prier. Certains croient aussi que c'est une feuille qui nous donne la vertu de pouvoir communiquer avec l'au-delà.

Au fil du temps, la consommation s'est banalisée, particulièrement parmi la jeune population. Actuellement, tout le monde mâche le *Khat* à n'importe quel moment sans lui attribuer un contenu spirituel. C'est problématique, car c'est cher et détourne une partie importante des ressources financières de la personne dépendante ou de sa famille.

C'est devenu un problème social et personne n'ose le thématiser. Il y a beaucoup d'enjeux. L'Etat est le premier gagnant sous forme de taxes. S'ajoute à cela que beaucoup de commerçants sont devenus riches

avec la production et le commerce légal.

Avec la contribution du « Fonds pour la lutte contre les toxicomanies » du canton de Fribourg, nous pouvons investir dans la construction d'une cantine scolaire et nous pourrions problématiser la consommation du *Khat* et mener des actions de sensibilisation. C'est déjà un début.

Des activités socio-culturelles et un travail de prévention pour 2017

Monika : Pourrais-tu nous en dire d'avantage sur le projet de cantine scolaire ?

Mohamed : L'idée de la cantine, c'est de donner accès à environ 50 enfants. Ce sera une aide plus directe aux enfants et le critère de la toxicomanie des parents n'entrera plus en jeu pour qu'un enfant puisse être soutenu par ESAD. Nous aurons un espace à disposition pour développer des activités socio-culturelles et de sensibilisation.

En ce moment, nous donnons de l'argent directement aux bénéficiaires. Quand on a présenté le projet pour le faire approuver par le gouvernement, on devait passer par différentes instances, des experts du ministère de l'éducation. C'est très strict en Ethiopie. Tout doit être transparent et légalement approuvé.

Ils m'ont dit que cela aurait été préférable d'attribuer un soutien en nature, c'est-à-dire de la nourriture, de leur acheter du riz, etc. C'est très lourd comme logistique. Nous avons peu de moyens comme petite ONG. Au stade où on a démarré, donner de l'argent, c'était plus simple.

Lorsqu'il s'agira de la cantine, on va devoir engager du personnel, on aura des salaires à assurer. Cela représentera une source de revenu, par exemple pour deux, trois femmes de la famille de ces enfants.

Des graines de solidarité

Monika : Quel futur est-ce que tu imagines pour ESAD ?

Mon idée, c'est de démarrer quelque chose, mais j'espère que ce soient les jeunes qui reprennent le volet afin de le développer dans l'avenir.

Ce que nous faisons, c'est petit, mais important : Garantir quelque chose qui est inatteignable pour beaucoup d'Ethiopiens. Et aussi, bien qu'ils soient peu en nombre, quand tu écoutes ces personnes, tu réalises à quel point c'est important pour eux.

Je peux te donner un exemple. Nous avons organisé, dans la maison du coordinateur, un petit repas. On a égorgé deux agneaux, un pour les Coptes chrétiens et un pour les Musulmans. La femme du coordinateur était d'accord de le préparer. Dans le quartier où se trouve l'école, on leur a servi à manger et j'ai entendu la femme du coordinateur dire : «ça faisait tant d'années que je n'avais pas mangé de la viande». J'étais touché. Rien que ça comme geste pour elle, c'est très important. Pour nous qui mangeons presque tous les jours de la viande, ce n'est pas si important.

De savoir que le repas de ta famille est assuré par un revenu qui arrive chaque mois, cela donne de l'espoir. Et nous espérons qu'un jour, ces enfants, deviendront des hommes et des femmes, qui auront – eux et elles aussi – la possibilité de créer quelque chose. C'est comme quand tu sèmes des graines. La solidarité, le fait de penser aux autres, cela s'apprend. Ces enfants sont les ingénieurs, les médecins de demain. J'espère qu'ils vont se rappeler de comment ils ont été soutenus, pour passer le message plus loin.